FOR IMMEDIATE RELEASE DECEMBER 9, 2010

NEW DEMOCRATS AND ASIAN DELEGATES URGE ASBESTOS BAN

Deadly Canadian exports harm workers across the globe

OTTAWA – New Democrats joined Asian asbestos victims and activists today to demand an end to Canada's deadly asbestos exports.

New Democrats pointed out that despite spending hundreds of millions of dollars removing asbestos from Parliament buildings, the Government of Canada continues to support the mining and export of the world's leading industrial killer.

"It is absolutely disgraceful that Canada now bears the shame of being one of the last places still exporting this deadly stuff," said New Democrat Natural Resources Critic Nathan Cullen (Skeena-Bulkley Valley). "The lives of workers in the developing world should be more important than narrow political posturing by this government."

Cullen has introduced legislation to ban the mining and export of asbestos while assisting communities in transitioning to more sustainable economic activities. "Canada is becoming an international pariah for its asbestos policies," said Pat Martin (Winnipeg Centre). "Without exaggeration, we are exporting human misery on a monumental scale."

"Once again, the Conservative government is showing that it is incapable of acting responsibly. It is scandalous and shameful that this government is still allowing asbestos to be exported to countries that have no safety standards regarding its use. It is banned here but we export it. This makes no sense," charged New Democrat Deputy Leader Thomas Mulcair (Outremont).

Joining the New Democrat MPs were Kazumi Yoshizaki of Japan and Omana George of India - part of the *Solidarity Delegation from Asia to Quebec* consisting of asbestos victims and activists from four Asian countries demanding an end to Canadian asbestos exports.

"We appeal to Prime Minister Harper: You do not promote asbestos as a safe product in Canada. So please stop promoting it as a safe product for developing countries. Please care about our lives. We call on you to support a ban on asbestos." Sugio Furuya, leader of the Solidarity Delegation from Asia to Canada.

-30-

For more information, please contact:

Jesse Brady, Press Secretary, 613-720-6400 or bradyj@parl.gc.ca

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE LE 9 DÉCEMBRE 2010

LE NPD ET UNE DÉLÉGATION D'ASIE RÉCLAMENT L'INTERDICTION DE L'AMIANTE

Des exportations du Canada nuisent aux travailleurs du monde entier

OTTAWA – Aujourd'hui, le NPD s'est joint à des victimes de l'amiante et à des militants d'Asie pour demander que le Canada cesse ses exportations d'amiante, un produit extrêmement dangereux.

Le NPD a souligné que malgré le fait que des centaines de millions de dollars ont été dépensés pour qu'on retire l'amiante contenue dans les édifices du Parlement, le gouvernement du Canada continue de soutenir l'extraction et l'exportation du principal tueur industriel du monde.

« Il est totalement scandaleux que le Canada soit l'un des derniers pays qui exporte encore ce poison », déclare Nathan Cullen, député de Skeena-Bulkley Valley et porte-parole du NPD en matière de ressources naturelles. « La vie des travailleurs dans les pays en développement importe plus que les positions politiques partisanes de ce gouvernement. »

Cullen a déposé un projet de loi visant à interdire l'extraction et l'exportation de l'amiante tout en aidant les collectivités à se recycler dans des activités économiques moins préjudiciables.

« Le Canada est en train de devenir un paria à cause de sa politique sur l'amiante », lance Pat Martin, député de Winnipeg-Centre. « Nous exportons littéralement de la misère humaine à une échelle monumentale. »

« Une fois de plus, le gouvernement conservateur démontre son incapacité à agir de manière responsable. Il est scandaleux et honteux de constater que ce gouvernement permette encore l'exportation de l'amiante vers des pays où il n'existe aucune norme de sécurité vis-à-vis son utilisation. On ne permet plus son utilisation ici, mais nous l'exportons. C'est un non-sens, » a scandé le chef-adjoint du NPD Thomas Mulcair (Outremont).

Se sont joints aux députés du NPD Kazumi Yoshizaki du Japon et Omana George de l'Inde, membres de la *Délégation de solidarité Asie-Québec*, groupe composé de victimes et de militants de quatre pays asiatiques qui veulent que le Canada cesse ses exportations d'amiante.

« Nous en appelons au premier ministre Harper. Vous ne faites pas la promotion de l'amiante comme produit sans danger au Canada. Cessez alors d'en faire la promotion comme produit sans danger dans les pays en développement. Épargnez nos vies. Nous vous demandons d'appuyer l'interdiction de l'amiante », déclare Sugio Furuya, chef de la Délégation de solidarité Asie-Canada.